

**Convention collective nationale**

**IDCC : 218. – ORGANISMES  
DE SÉCURITÉ SOCIALE  
(8 février 1957)**

---

AVENANT DU 21 MARS 2011  
RELATIF À LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES  
DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES

NOR : ASET1150844M

IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La FEC FO ;

Le SNCOS FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNPDOS CFDT ;

La PSE CFTC ;

La FNPOS CGT ;

La COFICT CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent protocole d'accord a pour finalité d'apporter des modifications pérennes aux dispositions conventionnelles en vigueur dans le régime général, suite à la conclusion du protocole d'accord relatif à la promotion de la diversité et de l'égalité des chances.

I. – Non-discrimination en raison de l'état de santé ou du handicap

Article 17

*(Convention collective nationale du travail du 8 février 1957)*

Les alinéas 5 et suivants de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 sont abrogés.

## II. – Non-discrimination en raison du sexe

### Article 2

*(Protocole d'accord du 20 juillet 1984 relatif à l'attribution d'un jour de congé payé pour se rendre sur la tombe d'un militaire mort pour la France)*

L'article 2 du protocole d'accord du 20 juillet 1984 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les salariés susceptibles de bénéficier de ce jour de congé payé sont la veuve, le veuf, la concubine, le concubin, le partenaire de Pacs, le père, la mère, un fils ou une fille du militaire mort pour la France. »

## III. – Non-discrimination en raison de l'âge

### Article 57

*(Convention collective nationale de travail du 8 février 1957)*

Les trois premiers alinéas de l'article 57 de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« En cas de compression de personnel, l'organisme devra rechercher la possibilité de mutation dans un autre organisme des salariés visés par les compressions de personnel ou suppressions d'emploi. »

La partie « Q. – Agents atteints par la limite d'âge » de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 devient « Q. – Retraite ».

### Article 58

*(Convention collective nationale de travail du 8 février 1957)*

Les deux premiers alinéas de l'article 58 de la convention collective nationale de travail sont abrogés.

Au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 58 de la convention collective nationale de travail, les mots : « Toutefois, les intéressés pourront faire valoir leurs droits à la retraite à compter de leur 60<sup>e</sup> anniversaire » sont remplacés par : « Les salariés peuvent faire valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils remplissent les conditions légales ; ».

Le dernier alinéa de l'article 58 de la convention collective nationale de travail est abrogé.

La partie « Limite d'âge » de l'avenant du 9 juillet 1963 pour les ingénieurs-conseils devient « Retraite ».

### Article 19

*(Avenant du 9 juillet 1963 pour les ingénieurs-conseils)*

Les deux premiers alinéas de l'article 19 de l'avenant du 9 juillet 1963 pour les ingénieurs-conseils sont abrogés.

Au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 19 de l'avenant du 9 juillet 1963 pour les ingénieurs-conseils, les mots : « Toutefois, les intéressés pourront faire valoir leurs droits à la retraite à compter de leur 60<sup>e</sup> anniversaire » sont remplacés par : « Les salariés peuvent faire valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils remplissent les conditions légales ; ».

Le dernier alinéa de l'article 19 de l'avenant du 9 juillet 1963 pour les ingénieurs-conseils est abrogé.

La partie « Limite d'âge » de l'avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés des établissements ou centres d'exams de santé gérés par les organismes de sécurité sociale devient « Retraite ».

## Article 21

*(Avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés des établissements ou centres d'examens de santé gérés par les organismes de sécurité sociale)*

Les deux premiers alinéas de l'article 21 de l'avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés sont abrogés.

Au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 21 de l'avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés, les mots : « Toutefois, les intéressés pourront faire valoir leurs droits à la retraite à compter de leur 60<sup>e</sup> anniversaire » sont remplacés par : « Les salariés peuvent faire valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils remplissent les conditions légales ; ».

## IV. – Non-discrimination en raison de la situation de famille

### Article 39

*(Convention collective nationale de travail du 8 février 1957)*

Il est inséré dans l'article 39 de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 un 3<sup>e</sup> alinéa ainsi rédigé :

« Ces autorisations d'absence peuvent être également utilisées en cas d'hospitalisation de l'enfant. Dans ce dernier cas, le salarié qui a épuisé le nombre de jours d'absence autorisé pour l'année en cours, a la possibilité d'utiliser le solde de jours non consommés de l'année précédente. En aucun cas, le nombre total de jours accordés pour une année civile ne peut dépasser 20 jours ouvrés. »

### Article 19.2

*(Convention collective nationale de travail du 4 avril 2006 des praticiens-conseils du régime général de sécurité sociale)*

Il est inséré dans l'article 19.2 de la convention collective nationale de travail du 4 avril 2006 des praticiens-conseils du régime général de sécurité sociale un 4<sup>e</sup> alinéa ainsi rédigé :

« Ces autorisations d'absence peuvent être également utilisées en cas d'hospitalisation de l'enfant. Dans ce dernier cas, le salarié qui a épuisé le nombre de jours d'absence autorisé pour l'année en cours, a la possibilité d'utiliser le solde de jours non consommés de l'année précédente. En aucun cas, le nombre total de jours accordés pour une année civile ne peut dépasser 20 jours ouvrés. »

### Article 60

*(Convention collective nationale de travail du 8 février 1957)*

L'article 60 de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de décès d'un salarié, la veuve, le veuf, la concubine ou le concubin, le partenaire de Pacs, l'orphelin ou le soutien de famille présentant les capacités nécessaires à son admission bénéficie d'une priorité d'embauche dans les organismes visés par la présente convention. Il ou elle devra en faire la demande au plus tard 1 an après la date du décès. »

### Article 32

*(Convention collective nationale de travail du 25 juin 1968)*

L'article 32 de la convention collective nationale du travail du 25 juin 1968 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de décès d'un agent de direction ou agent comptable, la veuve, le veuf, la concubine ou le concubin, le partenaire de Pacs, l'orphelin ou le soutien de famille présentant les capacités nécessaires à son admission bénéficie d'une priorité d'embauche dans les organismes visés par la présente convention. Il ou elle devra en faire la demande au plus tard 1 an après la date du décès. »

## Chapitre XIV

### Règlement intérieur type

Les deux derniers tirets du paragraphe « Congés de courte durée » sont remplacés par les dispositions qui suivent :

- « – mariage ou union par Pacs du salarié <sup>(1)</sup> : 6 jours ouvrables ;
- décès du conjoint, du concubin, du partenaire de Pacs, ou d'un enfant : 3 jours ouvrables ».

#### Prise en charge des cotisations de retraite par l'employeur

Pour les salariés qui ont un enfant à charge de moins de 15 ans, les cotisations patronales et salariales d'assurance retraite, y compris de retraite complémentaire, sont calculées sur la base d'un salaire à temps plein lorsqu'ils travaillent à temps partiel pour une durée de travail correspondant au moins à 4/5 d'un temps plein.

Les cotisations patronales ainsi que la part de cotisations salariales correspondant au différentiel entre le montant des cotisations calculées sur la base d'un travail à temps plein et celles calculées sur la base du travail à temps partiel sont prises en charge par l'employeur.

Cette prise en charge intervient jusqu'au mois anniversaire des 15 ans de l'enfant.

#### V. – Non-discrimination en raison de la nationalité

##### Article 8

*(Avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés des établissements ou centres d'examens de santé gérés par les organismes de sécurité sociale)*

Le dernier alinéa de l'article 8 de l'avenant du 30 septembre 1977 pour les médecins salariés des établissements ou centres d'examens de santé gérés par les organismes de sécurité sociale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'appui de leur demande, les candidats doivent produire obligatoirement une autorisation d'exercer et leur inscription au conseil de l'ordre. »

#### VI. – Mobilité

##### Article 16

*(Convention collective nationale de travail du 8 février 1957)*

Il est ajouté un *d* au point 4 de l'article 16 de la convention collective nationale de travail du 8 février 1957 ainsi rédigé :

« *d*) Des facilités nécessaires à l'insertion professionnelle de son conjoint (ou assimilé) dans la zone géographique d'accueil. A cet effet, les caisses nationales étudient, avec le concours des organismes de la région considérée, les éventuelles possibilités d'emploi existant au sein des organismes du régime général de la région. »

#### VII. – Assimilation des concubins et partenaires de Pacs au conjoint pour l'application des dispositions conventionnelles

Le partenaire de Pacs ainsi que, en cas de concubinage notoire, le concubin sont assimilés au conjoint pour ce qui concerne l'application de l'ensemble des dispositions, présentes et à venir, des conventions collectives nationales de travail du 8 février 1957 du personnel des organismes de sécurité sociale, du 25 juin 1968 des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, du 4 avril 2006 des praticiens-conseils du régime général de sécurité sociale, ainsi que des protocoles d'accord et avenants qui leurs sont associés.

---

(1) En cas de mariage, postérieur à la conclusion d'un Pacs, avec le même partenaire, il ne peut pas y avoir de deuxième ouverture de droit.

## VIII. – Dispositions diverses

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il s'applique sous réserve de l'agrément prévu par le code de la sécurité sociale et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Il entre en vigueur à la même date que le protocole d'accord relatif à la promotion de la diversité et de l'égalité des chances.

Il est d'application impérative à l'ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale.

Fait à Paris, le 21 mars 2011.

(Suivent les signatures.)